

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue temaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 238 - JEUDI 13 OCTOBRE 1977 - 3F

hebdomadaire

Editorial



Nous vivons dans la chevaleresque patrie (on nous l'a appris à l'école) pour qui le droit d'asile est la plus sacrée des traditions.

C'est une règle d'or ! Mais, vous le savez, toute règle a ses exceptions, et, pour ce qui est de celle-ci, les exceptions ne sont plus à glâner mais à en faire moisson.

Nous l'avons vu lorsque la démocratique France livrait au bourreau de l'Espagne des insoumis au fascisme, qui avaient eu la naïveté de croire à l'hospitalité de notre sol.

Aujourd'hui, fidèle à cette politique d'entorses à l'humanité et à l'honneur, l'homme qui tient lieu de représentant de la justice vient de faire arrêter Klaus Croissant. Son crime ? avoir fait en conscience son métier d'avocat.

Quant aux mobiles de nos dirigeants, ils ne sont que trop clairs : se faire les servants d'un régime qui bafoue les droits de la défense jusqu'à inculper l'avocat qui ose prendre à charge la cause des accusés.

Voilà où en est l'Allemagne en 1977, une terre où l'on coffre avec les suspects ceux qui sont chargés d'en assurer la défense. A tel titre, comment ne seraient-ils pas condamnés ?

Qui ose dire encore qu'il souffle sur cette Allemagne un vent de néo-nazisme ? Et comment la France ne se ferait-elle pas la complice d'un pareil régime ?

Rappelons les faits : Klaus Croissant est l'avocat de "la bande à Baader". De là à l'accuser de complicité dans l'enlèvement du caïd du patronat allemand, l'ancien SS Hanss Martin Schleyer, il n'y a qu'un pas.

Malgré les perquisitions illégales au domicile de Klaus Croissant et de ses amis (dont le fils d'Heinrich Boll, prix Nobel) rien n'est découvert.

Et c'est sur ce dossier vide, sur cette absence totale de tout indice, sur ce néant d'accusations motivées, sur ces élucubrations dépourvues de la moindre preuve que le gouvernement allemand demande son extradition et que la France servile s'incline, comme elle s'est inclinée devant Franco, au pied de qui de Gaulle faisait du quatre pattes.

Après cela les politiciens de tout crin pourront mettre le trémolo à l'orchestre pour nous entretenir de la grandeur de notre patrie. Une grandeur qui fait le trottoir au compte de tous les dictateurs de l'univers ! Une grandeur de laquais, qui se plie servilement en deux avant de rejoindre l'office !

Cependant ne nous y trompons pas, ce n'est pas par hasard que nos dirigeants manifestent pareille lâcheté.

Il leur faut des fascismes avoisinants, des dictatures que l'on puisse désigner du doigt, de l'autre côté de la frontière, pour vanter les heureuses libertés dont nous jouissons ; il leur faut des Hitler et des Mussolini en puissance, que l'on aidera aujourd'hui à mettre en place, et que demain on dressera en épouvantails nécessitant notre armement et notre armée.

Le jeu est vieux comme le monde, et la ficelle doit en être bonne pour n'être pas encore usée et pour que les peuples s'en mettent la corde au cou.

Et il se trouvera au lendemain de nouvelles dictatures des imbéciles pour expliquer qu'il faut bien se défendre, comme il s'en trouve, aujourd'hui, pour interroger "qu'est-ce qu'il fallait faire devant Hitler ?".

Mais, aveugles que vous êtes ! Hitler, hier, comme la dictature allemande, aujourd'hui, a été mise en place avec la complicité de tous : Par le gang des gouvernants : Qui a assassiné la République de Weimar ? Par la cupidité des financiers : Qui a fourni Hitler en armes ? Par l'indifférence et la veulerie des peuples.

Qu'auriez-vous fait devant Hitler ? est une question oiseuse puisqu'elle appartient au passé.

C'est "Que faites-vous ?", "Que faisons-nous ?" devant l'hitlérisme de l'Allemagne qu'il faut interroger, clamer, gueuler jusqu'à en perdre la voix. Que faisons-nous devant un régime qui élève la délation au rang d'une institution d'Etat ? que faisons-nous devant une nation qui a supprimé la peine de mort, mais dont les flics assassinent ceux qu'ils sont chargés d'arrêter ?

Pour le peuple allemand comme pour le nôtre, qu'attendons-nous, ici, en France, sur notre sol, pour interdire, qu'avec l'extradition de Klaus Croissant, se commette un nouveau crime ?

L'EXTREME-GAUCHE AU CHEVET DE LA GAUCHE



A la petite semaine

LE SENS DE L'HISTOIRE

On sait aujourd'hui que quarante années de dictature et un retour à la démocratie n'en rendent pas moins l'avenir de l'Espagne incertain. Qu'on se rassure, ou plutôt que la monarchie se rassure, elle a trouvé en M. Santiago Carillo, secrétaire général du Parti Communiste Espagnol, un défenseur inattendu. "Je suis républicain, a déclaré ce dernier, mais si, au lieu d'un roi, nous avions aujourd'hui un président, la poudre aurait déjà parlé." Monsieur Carillo se trompe. Il arrive de temps à autre que des coups de feu éclatent de l'autre côté des Pyrénées. Sans même se préoccuper de leur cause, Monsieur Carillo devrait songer en toute logique (la sienne) qu'il devrait être possible de faire retourner à fait la poudre par un retour à la féodalité. Des gouverneurs de province régneraient alors, avec droit de vie et de mort, sur des sujets espagnols réduits au servage avec le bruit des machines ou des gazouillis d'oiseaux pour fond sonore. Ce serait pour les communistes espagnols donner ce nouveau sens à l'histoire, qu'à esquissé Monsieur Carillo, en pensant que tout va pour le mieux. Hélas, si la poudre cessait alors de parler, Monsieur Carillo, lui, continuerait sans doute à le faire.

FLOREAL

LUTTE ARMÉE ET TRAVAIL DE MASSE

Ce document de congrès de la F.A.I. de septembre dernier a pour but de préciser la position de la Fédération Anarchiste Italienne face à la lutte armée.

Les camarades italiens sont favorables à un affrontement physique avec le pouvoir dès qu'une prise de conscience des travailleurs engage un rapport de force favorable contre l'Etat.

Inversement la F.A.I. n'approuve pas les actions militarisées et isolées des Brigades Rouges et des Noyaux Armés Proletariens, menées en dehors d'un mouvement de masse, et n'ayant comme but avoué ou inavoué de prendre les rênes du pouvoir.

La révolution ne se fera pas avec la seule violence mais avec la violence conçue comme conclusion d'une maturité de la conscience de classe des travailleurs.

Groupe FRESNES-ANTONY

Pour une organisation révolutionnaire qui se pose vraiment le problème de la révolution, la suppression du privilège économique, social et culturel est nécessairement violente. La violence fait indiscutablement partie intégrante de la phase insurrectionnelle, on n'a jamais vu dans l'histoire une classe dirigeante abandonner ses privilèges, ni une classe subalterne convaincre la classe dirigeante de l'inutilité de son pouvoir.

Le problème de l'affrontement violent avec les forces répressives a toujours eu la première place dans la pensée des militants révolutionnaires de chaque époque, au même titre que des problèmes de base comme l'égalité et l'autogestion.

Pour des révolutionnaires il n'existe pas de problème moral ou politique dans l'utilisation de la violence. Un tel problème n'existe pas en cas de nécessité au cours d'une insurrection ou pour assurer son auto-défense. Et lorsque l'on dit qu'il n'existe pas de problème éthique cela veut dire que

l'utilisation de la violence se limite uniquement à ceux qui sont des obstacles à abattre sur la voie de la révolution sociale.

La violence au lieu d'être exaltée doit être conçue comme une triste nécessité par chaque camarade.

Plus importante sera la capacité révolutionnaire du peuple, plus faibles seront les dangers à encourir vers un bain de sang, qui représenterait le premier pas en direction de la restauration bourgeoise.

La violence post-insurrectionnelle exercée par un nouvel appareil spécialisé (institution policière) engendre une nouvelle oppression et porte à l'abandon des objectifs et des méthodes révolutionnaires.

Pour des révolutionnaires qui étudient et agissent quotidiennement dans la réalité, le problème est de faire que toute lutte, toute revendication se rattache pratiquement et donne corps au programme révolutionnaire, amor-

(suite page 8)

FOP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
ALLIER : 1) MONTLUÇON
 2) MOULINS
ALPES DE HTE-PROVENCE :
 SISTERON
ALPES-MARITIMES : NICE
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
CALVADOS : HEROUVILLE -
 CAEN
COTES DU NORD : GUNINGAMP
DORDOGNE : PERIGUEUX
DOUBS : BESANÇON
GIROUDE : BORDEAUX
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISERE : BOURGOIN
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
LOTE-ET-GARONNE : FUMEL
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : LILLE - ROUBAIX -
 TOURCOING
PYRENEES-ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
RHONE : LYON
SARTHE : LE MANS
SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : LE HAVRE
SOMME : AMIENS
VAR : REGION TOULONNAISE
YONNE : FEDERATION
 DEPARTEMENTALE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE : SUD-LUXEMBOURG

Directeur de la Publication :

Maurice LAISANT
 Commission paritaire : n° 55635
 Imprimerie du Chêne
 93100 Montreuil
 Dépôt légal : 44.149 1^{er} trimestre 77
 Diffusion SAEM Transport presse
 Routage 205 - Publi routage

**PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS**

TOULON :
 samedi 15 octobre 77
 17 h 30

Projection d'un petit film
 "Golfech mon amour"
 suivi d'un débat sur
 l'énergie nucléaire.

Salle du cercle Jean Rostand
 (L.P.), rue Montebello, ex-
 caserne Lamer (derrière la
 gare).

Un groupe s'est constitué
 sur le 10^e arrondissement
 de Paris, contacter
 le groupe Camillo BERNERI
 par les Relations Intérieures
 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration
 3, rue Ternaux, 75011 PARIS - Tél. : 805.34.08
 C.C.P. 11289-15 M Paris

ABONNEMENT : PUBLICO

	Envoi normal	Sous pli fermé	Etranger
1 an 52 n ^{os}	125 F	210 F	150 F
9 mois 39 n ^{os}	95 F	160 F	115 F
6 mois 26 n ^{os}	65 F	110 F	80 F
3 mois 13 n ^{os}	35 F	55 F	40 F

Changement d'adresse : 4 F en timbres

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
 Prénoms :
 Adresse :
 Code postal :

A partir du numéro inclus
 Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

Abonnement de soutien - 1 an : 200 F et souscription.
 C.C.P. Librairie Publico 1128915 M Paris.
 Adressé à Publico - 3, rue Ternaux - 75011 Paris.

REGION PARISIENNE

PARIS : 9 groupes répartis dans
 les arrondissements : 2^e, 5^e, 10^e,
 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
 20^e.

BANLIEUE SUD :
 1) FRESNES-ANTONY
 2) GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 3) VANVES-MALAKOFF-
 MONTROUGE
 4) MASSY-PALISEAU
 5) ORSAY - BURES
 6) SAVIGNY-SUR-ORGE
 7) CORBEIL-ESSONNES
 8) BRUNOY et LIAISON SEINE-
 ET-MARNE

BANLIEUE EST :
 GAGNY-NEUILLY-SUR-MARNE-
 CHELLES

BANLIEUE OUEST :
 GROUPE DES YVELINES

BANLIEUE NORD :
 1) AULNAY - SEVRAN
 2) NORD DES HAUTS-DE-SEINE
 3) ASNIERES

GROUPES D'ENTREPRISE

LIAISON DES POSTIERS (édite
 Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite
 Vote Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE BNP PARIS

LIAISONS

De l'AINSE, La Rochelle, Vierzon,
 Bégard, Châteaudun, Chartres,
 Montpellier, Grenoble, Lons-le-
 Saunier, St-Sever, Nantes,
 Vendôme, Blois, Coutances,
 St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand,
 Nord Seine-et-Marne, Nord de
 la Haute-Vienne.

**LA FEDERATION ANARCHISTE
 DE L'YONNE**
 organise une conférence sur

**LA CRISE ECONOMIQUE
 ET L'ANARCHISME**
 avec Maurice Joyeux
 Salle Vaulabelle à Auxerre
 le mardi 18 octobre 77

**LA CRISE ECONOMIQUE
 ET L'ANARCHISME**
 avec Maurice Joyeux
 Salle Vaulabelle à Auxerre
 le mardi 18 octobre 77

Le Cercle d'Etudes Sociales
 organise le dimanche 6 novem-
 bre 77 de 14 h à 20 h au Havre,
 grande salle Franklin :

6 HEURES SUR L'AUTOGESTION
 - Débats sur l'autogestion, la
 répression, le pacifisme, les pri-
 sons...

- Films sur l'Espagne libertaire et
 la reconstruction de la C.N.T.

- Exposition sur l'Espagne 36-39
 et ses réalisations autogestion-
 naires.

Chansons et musique avec :

- Serge UTGE-ROYO.
 - Michel HENRY.
 - Michel GENTIS, guitare folk.

Il est prévu une crèche ainsi
 qu'un buffet-buvette.

Entrée : 10 francs

Diverses organisations tien-
 dront à cette occasion un stand de
 presse et participeront aux débats :
 le Comité d'Action des Prison-
 niers, l'Union Pacifiste, la Libre
 Pensée, la Fédération Anarchiste,
 on attend également la participa-
 tion de la Ligue des Droits de
 l'Homme, du Planning Familial, de
 la Confédération Nationale du Tra-
 vail (syndicats espagnols), etc...

Cours au groupe Louise Michel
 10, rue Robert-Planquette
 (rue Lepic) - Paris 18^e
 métro : Blanche ou Abbesses
 chaque jeudi à partir de 20 h 30

Cette année le groupe Louise Michel
 organisera une série de cours
 portant sur les théoriciens de la
 pensée anarchiste et les différents
 mouvements qui peuvent s'en
 réclamer.

Jeudi 20 octobre :

STIRNER

par Thyde Rosell

Jeudi 27 octobre :

L'INDIVIDUALISME

AUJOURD'HUI A TRAVERS

LES LUTTES DE REFUS

AU REGIME

par Thyde Rosell

Le groupe Louise Michel organise
 un colloque le 15 octobre à 17 h :

QU'EST-CE QUE

LA FEDERATION ANARCHISTE ?

par Roland Bosdeveix

10, rue Robert-Planquette

Paris 18^e

Le groupe libertaire GERMINAL
 vient d'éditer

REPRESSION DE L'ANARCHISME
 EN RUSSIE SOVIETIQUE

Prix : 10 F

Bibliothèque Anarchiste

LA CONQUETE DU PAIN

P. Kropotkine

LA PILULE OU LA BOMBE

M. Laisant

Prix : 21 F

LE SABOTAGE

Emile Pouget

Editions : La Cheville Ouvrière

En vente à Publico : 8 F

Des Collections agraffées
 du Monde Libertaire
 sont disponibles à Publico :

Juillet-Août 1976

Juillet-Août 1977 8 F

Juillet-Août 1975

Juin 1976 6 F

Septembre 1974

Juin 1975 6 F

Juillet-Août 1973

Juin 1974 6 F

Pour les envois ajouter les frais
 de port.

Loi sur l'informatique et les libertés

UNE VASTE OPÉRATION DE QUADRILLAGE DES POPULATIONS

Le Parlement vient de voter la semaine dernière une loi sur
 l'informatique et les libertés. Malgré quelques menus amendements
 modifiant le texte gouvernemental et malgré l'opposition légitime
 des partis de gauche à ce projet, voici donc légalisée la plus grande
 mise en fiches de la population française.

Une loi étant par nature la légalisation d'une situation de fait
 on ne pourrait pas s'inquiéter outre mesure de cette loi indigne.
 Personne n'ignore que de nombreux fichiers, des plus divers, exis-
 taient déjà de façon plus ou moins autonome. Il ne manquait plus
 que leur interconnection. Voilà qui est fait et il y aura toujours
 mieux fait, perfectionné par des fonctionnaires et des adminis-
 trations consciencieuses, en particulier le regroupement des rensei-
 gnements concernant la sécurité publique, de la défense et de la
 sécurité de l'Etat.

A un processus antérieurement amorcé nous irons vers sa
 généralisation avec tous les aspects abusifs que cela sous-entend.
 Les gardes-fous mis en place sont bien timides et il y aura toujours
 des fonctionnaires "consciencieux" pour faire un tri positif de la
 masse d'informations qui sera recueillie sur chaque individu, depuis
 ses premiers pas jusqu'à son dernier souflet, pérennisant sur fiche
 toutes les phases de révolte, de contestation, d'infractions que
 traverse tout citoyen.

Ce tri se faisait déjà mais à une moindre échelle. Chacun sait
 par exemple que de nombreux militants appelés à faire leur service
 national étaient marqués à l'encre rouge par les services de sécurité.
 Ou encore que des renseignements étaient requis par le fisc auprès
 d'organismes de la sécurité sociale, malgré une interdiction exis-
 tante et méconnue, de traquer tel ou tel salarié en rupture de
 ban avec le trésor public.

Désormais, avec cette nouvelle législation, le système établi
 aura les coudees franches pour traquer toutes formes de déviance.
 Le quadrillage est parfait et il ne manquera pas d'apprentis-sorciers
 pour l'utiliser de façon honteuse. Les libertés dans tout cela reculent
 un peu plus. On s'enfoncé un peu plus dans cette société policiée,
 tant décriée par les écologistes, avec des moyens très peu polluants
 mais extrêmement efficaces.

Cela est inquiétant et particulièrement grave. Il y va de notre
 liberté. Nous nous devons de réagir, contre cette nouvelle atteinte.

Roland BOSDEVEIX

Propagande pour l'Hebdo

Un autocollant annonçant
 l'existence de l'hebdomadaire
 est disponible à Publico
 au prix de 0,10 F l'exemplaire

Maurice JOYEUX

L'Anarchie dans la

Société Contemporaine

une hérésie nécessaire ?

Ed. Casterman Prix : 45 F

ACHETEZ "LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO" CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

La parution du premier numéro de notre hebdomadaire nous a rempli
 de joie. Nous savons par l'impatience que vous avez montré combien il était
 attendu. Cet écho est la satisfaction de toute l'équipe qui participe à la
 confection du journal sans ménager ses énergies pour faire face aux problèmes
 que posent le changement de périodicité et de mode de fabrication. Malgré
 cela, malgré nos prévisions rigoureuses, des incidents indépendants de notre
 volonté ont entamé notre budget. De plus on ne peut évaluer le préjudice
 du retard de livraison causé à notre premier numéro.

L'enthousiasme ne doit pas affaiblir votre soutien plus que jamais nécessaire
 au lancement de notre hebdomadaire.

Les Administrateurs

SOUSCRIPTIONS AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE N° 2

Groupe OYONNAX	146	DUCHENE	20
QUEUDET	50	TEYSSIER	20
CHARLIN	120	BUENDA	65
LOUSTE	185	CENTO	31
GODIN	34	BORRETTI	35
ALLANO	69	ZIMMERMAN	28
BERNARD	1.000	JORDY	60
PAUTONNIER	50	BROSSON	10
DIAZ	50	FABRE	35
DUPONT	15	HAUTION	25
MAGLIONE	20	MOLET	50
Groupe FRESNES-ANTONY	400	ZWIRN	20
ANONYME	100	Groupe MALATESTA	200
MOUCHETTE	100	HERMET	50
GAUBIL	275	ABONNEMENTS	17.000
Groupe DIEPPE	302		
LARO	20	TOTAL	20.550
CHARIGNY	100	MOIS PRECEDENTS	271.222
PANNIER	40		
GIRARD	25	TOTAL GENERAL	291.772

Justice

INJURES... ou... DIFFAMATION?

(Procès de 3 militantes et 2 militants de l'Union Pacifiste)

Inculpés : Thérèse COLLET ;
Marie-Hélène SORIN ;
Michèle BERARD
(née GIRARD) ;
Pierre PASQUIER
(absent et excusé) ;
Louis PAQUIER.

Partie civile : Yvon Bourge.

hefs d'inculpation : 1 - Injure envers l'ARMÉE ; 2 - Incitation des soldats à la désobéissance ; ce par distribution de tracts et collage des-dits tracts.

La 11e Chambre du Tribunal Correctionnel de NANTERRE était bien protégée, gardée, ce jeudi après-midi 6 octobre ! On aurait pu croire que les 5 pacifistes traînés en justice et leurs nombreux supporters sont des individus dangereux, vu les multiples flics, costumés ou pas, qui filtrèrent les entrées, se tintrent aux aguets prêts à intervenir par la force, en cas d'incident, pendant les trois heures et demie que dura le procès.

C'est sous un certain signe de l'humour, c'était du moins le cas pour le juge, que se dérouleront les débats. D'entrée de jeu, "maître" de Félice, l'un des trois avocats de la défense, plaide la nullité de l'accusation, arguant que la double inculpation d'injure et d'incitation à la désobéissance étaient non advenues. La réponse du ministère public, alias le procureur représentant la partie civile, Yvon BOURGE soi-même, coupa de telle façon les cheveux en quatre, pour ne pas dire en huit ou

fondé sur : "militaires, cosses en l'air", "bande dessinée", dit le procureur, agrémentant l'un des tracts incriminés. Cela eut le don de provoquer la franche hilarité du juge, faisant remarquer que la formule est vieille comme le monde.

Alors commença le procès, dans la "dignité", la partie civile aussi bien que la défense soulignant la très haute moralité, l'exemplarité de vie des inculpés... presque touchant, si l'on pouvait un instant oublier que ce procès était celui de cinq hommes et femmes accusés de "violence verbale" envers une institution dont le but et la justification sont justement la violence, la violence par les armes !

Très simplement et très dignement toujours, les accusés reconurent les faits, expliquèrent leurs motivations. J'ai surtout retenu celles de Michèle qui, à St-Péray (Ardèche), distribuait les tracts à des soldats "en parade", parce qu'on amenait des enfants pour qu'ils admirent et apprennent l'art de tuer d'autres humains. Parce qu'elle ne voulait pas que des enfants sachent cet art, Michèle se trouvait, le 6 octobre, parmi les inculpés !

A la barre, se succédèrent et prêtèrent serment, des témoins fort "différents" et presque toujours percutants, bien que parfois inaudibles (sauf Maurice Laisant !). Georgie Viennet ; un universitaire de Paris II, Pierre Albwach, un psychiatre, Dr Ferrière (remarquable, c'est une performance !), Théodore Monod, Maurice Laisant, Maurice Moutet et le

Pause d'une dizaine de minutes... enfin les plaidoiries. Le procureur, toujours "digne", développa les deux chefs d'accusation, éplucha les trois tracts (saumon, jaune et gris ; le juge les voyait rouge, vert, gris... Le daltonisme est-il une tare de la magistrature ?). Il maintint l'inculpation d'injure et s'affirma horrifié, une fois encore, de la phrase provocante : "militaires, cosses en l'air" (hilarité non déguisée de l'assistance).

Enfin... parlèrent les avocats. Et rien que pour ces trois plaidoyers, je ne regrette pas cet après-midi au Tribunal Correctionnel de Nanterre.

"Maître" Choucq (noeud papillon pointant au haut de sa toge) démontra avec force et vivacité, reprenant les définitions énoncées par le procureur, que les tracts en question ne constituaient pas **délit d'injure** mais **délit de diffamation** ; car des faits justifient les phrases incriminées. De César à Pinochet, en passant par Napoléon, sans oublier les chars russes en Tchécoslovaquie, l'armée fut, est toujours support de toutes les dictatures, donc l'armée est avilissante. Il osa, ce très jeune avocat,

s'en prendre à Dassault (évidemment ce dernier ne risque pas de faire appel à lui pour le disculper de ses crimes à venir), dire avilissant l'envoi d'armes à l'Afrique du Sud. Si le ministère public avait inculpé les cinq pacifistes pour diffamation, il aurait été aisé de prouver la réalité des faits ; l'injure, reconnue par les accusés, n'est pas défendable.

"Maître" Anthony, avocat anglais dépêché d'Albion pour ce seul procès, perruque des "attorneys" le coiffant, se déclara stupéfait qu'on ait pu, au pays des libertés, inculper des gens refusant de tuer et d'apprendre à tuer, les inculper pour avoir exprimé librement ces opinions. Il rappela, avec autant d'accent que d'émotion (il s'excusa pour les deux) le procès de 14 soldats britanniques jugés "insoumis", car ils avaient refusé de se battre en Irlande. Les jurés anglais les acquittèrent !

"Maître" de Félice nous réservait le dessert ! Puisque délit d'injure il y avait, pour parler d'injure faut-il encore que la victime ait un "honneur" et une "délicatesse" (termes du procureur)... passe encore pour

les combattants de Verdun, des êtres humains blessés ou morts ; mais le corps de bataille en 1976 ou 1977, n'est-ce pas la force de frappe ? Peut-on attenter "à l'honneur et à la délicatesse" de la force de frappe qui est le déshonneur même du XXe siècle finissant ? L'honneur, conclut de Félice, il est dans cette salle de tribunal, au banc des accusés.

Le verdict, en délibéré, sera rendu le 27 octobre.

Pronostic : l'acquiescement, le juge s'étant montré tout au long du débat, plus que favorable - peut-être par politesse - aux inculpés, le procureur n'ayant réclamé qu'une peine "modérée"... Mais sait-on jamais ! On a "injurié" la Sacro-Sainte Armée et incité les influençables bidasses à la désobéissance ! Quel crime impardonnable !

Marie-Madeleine HERMET

* "L'armée ne protège pas les populations", continua Choucq, n'est pas non plus une injure. Ouvrant le code militaire, il lut que la protection des civils était assurée par la "défense" non par l'armée.

L'ANTIMILITARISME

L'anti-militarisme n'a jamais été une lutte coupée du monde ouvrier ; c'est un des aspects de la lutte émancipatrice du prolétariat.

Depuis l'organisation du monde ouvrier, le mouvement révolutionnaire a mené la lutte contre l'armée :

- mutinerie lors de la guerre 14-18 ;
- fraternisation des soldats et des ouvriers en Allemagne en 1919 ;
- défense des soviets par les marins de la mer Noire ;
- mutineries multiples lors des actions menées contre les grévistes par le contingent au début du siècle.

Ces divers mouvements ont été possibles par la propagande anti-militariste des révolutionnaires, des anarchistes, des syndicats. En 1908, le congrès de la C.G.T. "préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la tenue militaire, ils soient bien convaincus que dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs".

La quasi-disparition de l'anti-militarisme est la conséquence de la défaite des mouvements révolutionnaires en Europe après la guerre de 14-18. L'affaiblissement des révolutionnaires renforce la social-démocratie et leurs thèses sur l'Etat, l'armée, etc... (Etat, armée sont des structures neutres. Pour avoir un bon Etat, une bonne armée, il suffit de prendre le pouvoir, par le vote de préférence). Nous reconnaissons aujourd'hui dans cette conception le M.R.G., le P.S., le P.C. et certains groupuscules gauchistes ; ces partis font une politique de collaboration de classes en renforçant l'armée, outil premier de l'oppression étatique. Quant au P.C. nous pouvons nous rappeler sa position lors des invasions en Hongrie et en Tchécoslovaquie qui nous laisse entrevoir une fois de plus sa politique chauvine, nationaliste et stalinienne.

Depuis la fin de la guerre de 14, puis avec le ralliement du P.C. aux conceptions petites bourgeoises, l'anti-militarisme est un pacifiste ou un anarchiste (Louis Lecoin, Paul Chenard...).

Les critiques des réformistes se bornaient aux bris de grèves. Les mythes contre-révolutionnaires sont par eux encouragés :

- patriotisme (défense tous azimuts, etc.) ;
- loyalisme de l'armée (le programme commun comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et sous-officiers, p. 173). La seule forme d'anti-militarisme était l'insoumission politique (Chapelle, Jambois, etc.).

En 73, à la suite de la loi Debré, les premières manifestations de masse réapparaissent. Malgré certains mots d'ordre bourgeois comme "maintien et extension des sursis", les manifestations enclenchent la radicalisation de la jeunesse face à l'armée ; "service national, service du capital". A peu près au même moment (72) se créent les premiers "comités de soldats", qui après une longue répression, existent et se développent encore aujourd'hui.

Ces comités se battent sur les points suivants :

- la durée du service national ;
- manque de permis ;
- solde minime ;
- exercices abrutissants ;
- discipline fasciste ;
- sécurité déficiente ;
- arbitraire de la "justice militaire" ;
- misère sexuelle ;
- alcoolisme ;
- remise en cause de leur rôle de briseurs de grève.

Maintenant en 77, que faire ? - rentrer dans l'armée, pour la noyauter de l'intérieur ?

Nous voyons très bien que ces comités de soldats ne sont pas contre l'armée mais pour l'aménagement de la vie de l'appelé.

De plus, les C.D.S. ont souvent bien du mal à sauvegarder leur autonomie face aux magouilles de la L.C.R., de l'I.D.S. (du P.S.U.). Or, nous anarchistes, nous ne savons que trop bien ce qu'est l'anti-militarisme des enfants de Lénine, de Trotsky et de Staline (Makno, Kronstadt, Espagne 36, etc...). Nous ne voulons pas lutter contre l'armée bourgeoise en renforçant l'armée rouge. Nous ne voulons pas plus d'une armée de syndicalistes tel qu'on peut la voir aux Pays-Bas. Nous voulons la liquidation de ces armées bourgeoises ou populaires, son remplacement par l'armement

du prolétariat organisé en milices (Durruti).

Un des actes réellement révolutionnaires est l'insoumission politique. Le geste est clair : refus de l'armée suite à la prise de conscience de classe, refus de participer à l'asservissement du prolétariat de notre pays comme à celui du monde entier. Le travail de l'insoumis ne doit pas s'arrêter là. Il doit alerter les travailleurs sur la réalité de l'armée. Une organisation anarchiste doit s'efforcer d'isoler l'armée (outil premier de la bourgeoisie) du prolétariat, de montrer aux travailleurs des usines d'armement leur rôle de complices objectifs de l'asservissement du prolétariat mondial, de bloquer toute aide (alimentation, transport, électricité, etc...) à l'armée. Lorsque nous aurons réussi, la révolution sociale sera proche, et nous n'aurons pas besoin d'une hypothétique mutinerie de l'armée pour briser notre ennemi : le capital.

Nous devons nous rappeler qu'il n'y a pas de passage pacifique du capitalisme au communisme anarchiste, que seule l'auto-défense ouvrière, dans un premier temps et l'armement du prolétariat dans un deuxième, pourra briser le capital et instaurer une société de liberté, égalitaire, fédéraliste : le communisme anarchiste.

DAMAS

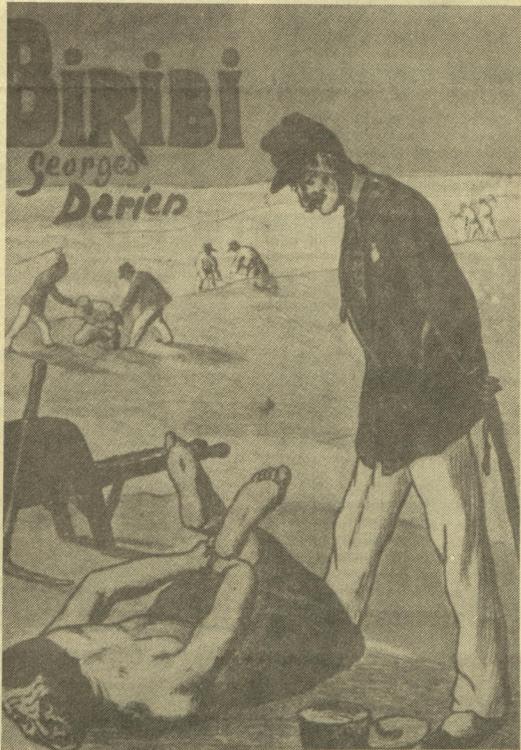
AUX SOLDATS.

"Comprenez le bien, fils d'ouvriers, ouvriers vous-mêmes, on ne vous a donné du soldat que le nom. En fait, vous êtes des policiers. Et vous faites un sale métier."

Groupe des "libertaires du Vaucluse" / janvier 1983

"Si vous voulez rester hommes, ne soyez pas soldats ; si vous ne savez pas digérer les humiliations, n'endossez pas l'uniforme. Mais pourtant, si vous avez commis l'imprudence de le revêtir, et qu'un jour vous trouvez dans cette situation de ne pouvoir vous contenir sous l'indignation, n'insultez ni ne frappez vos supérieurs ! Crevez leur la peau : vous n'en paierez pas davantage."

Jean GRAVE/
La société mourante et l'anarchie/
1983



dix, qu'un des assesseurs s'endormit irrévértement !

L'inculpation fut maintenue. Ce qu'il voulait démontrer, en son jargon, et que j'ai traduit pour vous est ceci : l'inculpation était bien d'injure et non de diffamation ; c'est-à-dire que l'injure est une attaque, une insulte gratuite, ne s'appuyant sur aucun fait réel ; alors que la diffamation cite des faits "infamants" et si l'accusé peut prouver la réalité de ces faits, il est acquitté. Les injures, en l'occurrence, sont "notamment" : "armée avilissante, support de toutes les dictatures" ; "l'armée ne protège pas les populations".

Le second délit, celui d'incitation des soldats à la désobéissance, est

pasteur Roser ; François Cavanna s'était fait excuser ; Cabu le représentait au banc de la presse.

Deux idées revinrent souvent, exprimées par ces témoins : 1 - Il ne peut y avoir d'incitation des soldats à la désobéissance, puisque depuis 1963 existe le statut des objecteurs de conscience ; Laisant le formula avec sa virulente logique, Moutet avec ses trépès, ayant expérimenté ce qu'il avançait. 2 - On semble pouvoir s'attaquer, en France, à n'importe quelle institution, sauf à une, "sacralisée", l'armée. Les quolibets contre l'Eglise, la police, l'école, la médecine, l'université ne suscitent aucun procès, ceux contre l'armée constituent des délits.

en bref...en bref...

La C.N.T.F. de St-Etienne communique. Dans la nuit du 27 au 28 août 1977 à Saf-Saf, Zine Madhkouri El Guertani, militant de l'opposition tunisienne a été arrêté. A St-Etienne où Zine était connu, une coordination s'est créée. Malgré les démarches entreprises, cette coordination reste sans nouvelles. A tous de faire circuler l'information.

Dimanche 16 octobre, à 14 h 45. Salle des "Amis", 114 bis, rue de Vaugirard, Charles-Auguste Bontemps ouvrira une discussion sur : "LE MARGINAL DANS LE SOCIAL. COMMENT ?". Invitation cordiale aux sympathisants.

bref social...

Chantiers navals. Chez Dubigeon-Normandie, le personnel est toujours en grève. Ça va mal dans ce secteur déprimé où la concurrence internationale est particulièrement dure. N'empêche que l'on restructure dans cette branche et que les grands groupes industriels ou financiers comme Empain (France-Dunkerque) ou Alsthom sont sur le coup ! L'avenir des travailleurs dans tout cela ? très secondaire...

Sécurité sociale. Depuis le 1er octobre les nouvelles conditions de remboursement sont entrées en application. Rappelons que le taux passe de 70 à 40 % pour de nombreux médicaments. Une façon comme une autre de favoriser une politique de la santé pour malade riche.

E.D.F. Il fallait s'y attendre : on normalise les tarifs dans le sens montant. Ce sont les retours de bâton des récentes campagnes "tout électrique". A part cela n'allez pas croire que le système capitaliste c'est l'anarchie dans le plus mauvais sens du terme.

Textiles. Echec des négociations paritaires. Les propositions patronales étant trop faibles pour être acceptées. De plus, elles prévoient une clause de référence à l'indice INSEE bloquant toute autre possibilité de revendication d'ici avril 1978. Messieurs nos exploités, allez vous faire rhabiller ! Impasse aussi dans les secteurs de la cimenterie et des carrières où l'on assiste à la même attitude côté patronat.

Panneaux de particules. A Quillan (Aude), chez Formica on licencie à tour de bras. 116 personnes dont 90 pour cette usine du groupe. Et cela toujours sous couvert de restructuration, mesures de sauvegarde, etc. Et ce n'est, semble-t-il qu'un début. Ça promet...

Traite de blancs. Depuis le début de l'année 310 prisonniers politiques ont été vendus par la R.D.A. à la R.F.A. De 8 à 20 millions d'A.F. par tête. Un bien curieux commerce. D'une autre nature mais d'un même genre, on vend des enfants en Italie sur certains marchés du sud de la Botte. Tout ceci avec l'accord et l'appui de gouvernements et, comme chez notre voisin latin de la mafia.

Chaque jeudi le m.l. hebdo est en vente

dans les principaux kiosques

Lutte sociale

DU COTÉ DES RAILS

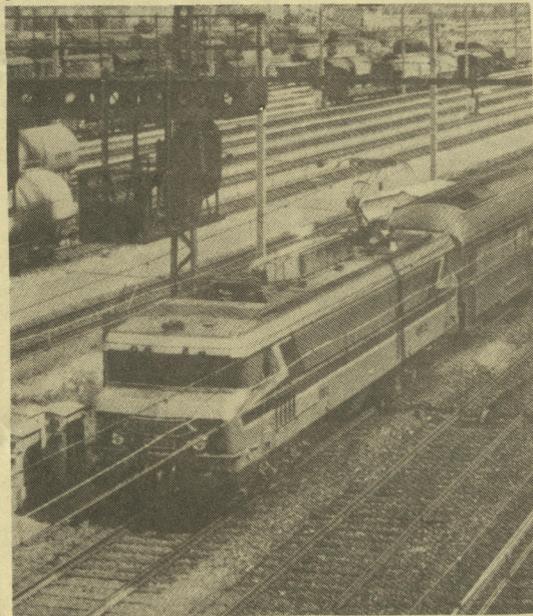
Pour la "rentrée", la direction S.N.C.F. a voulu faire avaler une "grosse galette" aux cheminots : la suppression de 10.000 emplois. Ceci équivaut à la modification des règlements de sécurité, qui prévoient deux agents obligatoires sur un train ; et avec le feu vert du ministre des transports, la direction voulait supprimer le 2e agent de sécurité. Le mécanicien aurait donc roulé tout seul. Devant la détermination, l'effective mobilisation des cheminots, et les menaces de grève, cette proposition a été promptement retirée, et la direction a dû, comme cela se dit dans le vocabulaire des conducteurs "refouler" !

Bien sûr, en contre-partie, elle apportait une "bonne nouvelle" : une augmentation de 2,6 %... Quand on connaît le taux d'inflation, il y a de quoi sourire !

Mais les manœuvres de licenciement n'en continuent pas moins, plus ou moins dissimulées en mutations. "500" mutations sont prévues dans le réseau Sud-Est, à la suite de fermeture de dépôts. Pour un agent auxiliaire, la mutation se transforme en licenciement, pour un agent titulaire cela correspond à un "remplacement" dans un poste où il aura le plus souvent à fournir un travail supplémentaire, et où il ne retrouvera pas les avantages qu'il avait dans son précédent emploi.

Le but principal sera de la "dégoûter", pour qu'il s'en aille. Des "grévistes" ont éclaté dans le Sud-Est, grèves de protestation pour montrer que les syndicats sont là pour quelque chose. Mais la confiance dans les sacrosaintes élections de 78, et notamment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, qui résoudra tout, demeure et sert à freiner toutes les luttes.

Pendant ce temps, la direction multiplie ses menaces de licenciement et augmente le pouvoir de sa force hiérarchique sur le personnel. Elle se lance dans une grande braderie qui consiste à supprimer le plus d'emplois possibles, sous le prétexte spécieux de la généralisation de la mécanisation.



tout en ne remplaçant pas les départs à la retraite. Les dépôts ferment les uns après les autres, on diminue l'effectif des triages, des gares, on rogne sur le temps de travail ; les horaires pour les agents roulants deviennent infernaux, les repos mal placés et les tournées de plus en plus dures. Les punitions pleuvent pour des motifs futiles : oubli de la casquette, 2 minutes de retard à un train, attitude ne favorisant pas le service client, mauvaise présentation, etc... (précisions : lorsque les agents commentent des "fautes", ils paient, et cela leur est retiré de leur feuille de salaire, cela peut aller jusque 1/12e du mois et plus). Le poids de la hiérarchie est en effet très lourd dans l'entreprise, la S.N.C.F. avec son fatras de grades et de règlements s'apparente bien souvent à la discipline militaire ! Le cheminot cumule de plus en plus de fonctions, et de plus en plus de responsabilités, chez le personnel roulant et des triages. La S.N.C.F., cette soit-disant

"grande famille", a de plus en plus de mal à servir réellement l'augmentation du trafic voyageurs, utilisant du matériel vétuste ou alors mal adapté, et si elle y arrive encore, c'est sur le dos des cheminots, sur l'accélération de leurs cadences et la désagrégation de leurs conditions de travail.

Quant au trafic marchandises, il diminue, c'est à peine croyable ! Ou bien il n'est plus concurrentiel, ou bien déficitaire, ou pas assez rapide, ou bien la suppression de lignes et de services le rend impraticable. Le plus drôle, c'est lorsque Gentil et toute sa clique de fantômes se mettent à pleurer sur l'"anarchique concurrence du service routier", en accusant les compagnies de camions de ne pas respecter les horaires réglementaires, ou alors en estimant que celles-ci échappent à une certaine taxation, ce qui leur permettrait de pratiquer des prix avantageux ; alors que la direction fait des tarifs ridiculeusement bas aux grandes sociétés, et ne pense qu'à supprimer des lignes et des emplois (en 1938, la S.N.C.F. comptait 514.000 agents, en 1976 il n'en reste plus que 271.900, quant au trafic, il a triplé depuis les mêmes dates), le but principal étant de garder ce qui est "juteux" : les trains de luxe et les ser-

vices des grands axes principaux, le profit l'emportant sur l'utilité. Bien sûr, dans tout cela, à aucun moment on ne demande l'avis des cheminots ni des voyageurs ! et qu'on ne vienne pas nous sortir l'exemple des fallacieux sondages qui ont lieu actuellement, quand on sait que les prévisions pour le renouvellement du matériel sont prévues depuis 10 ans déjà (corail), suppression des grills et restaurants, etc.). Chaque année la S.N.C.F. se déclare déficitaire, ce n'est certainement pas à cause de la paie des cheminots, mais des tarifs "gracieux" accordés aux gros trusts, aux gaspillages (en d'inutiles sondages...) et aux pots-de-vin distribués, quant à l'acquisition des matériels...

Malgré l'action anesthésique des syndicats, la tension monte chez les cheminots... ! Seule une lutte acharnée et une action offensive empêchera les licenciements et ébranlera la force de la direction...

Liaison F.A. des cheminots

Le nouveau CTA de Paris-Brune

VERS LA RESTRUCTURATION DU SERVICE POSTAL

C'est pour avril 78 qu'est prévue l'ouverture du nouveau centre de tri automatique, juste à côté de l'actuel centre de tri. L'administration compte organiser en même temps le transfert du secteur de la distribution postale pour le XIVe arrondissement. Déjà, il semble bien que les P.T.T. se préparent à profiter de cette refonte totale des services pour aggraver les conditions de travail de ses employés (ils seront près de 5.000 dans le nouveau centre).

LA POLITIQUE DU POUVOIR : LE SERVICE PUBLIC AUX PIEDS DU GRAND CAPITAL

Dès le moment où il fut contraint d'accepter les premières nationalisations, le pouvoir capitaliste a recherché les moyens d'utiliser le secteur public pour servir encore mieux les intérêts et les profits de la classe bourgeoise.

Très vite, les différents gouvernements et leur clique de technocrates sortis de l'E.N.A., ont compris que le secteur public offrait les plus grandes possibilités. Tout d'abord, il demeurait peu atteint par les principes tayloristes de l'organisation du travail qui sévissaient dans l'industrie depuis fort longtemps ; il était donc possible, sous couvert de modernisation et d'amélioration du service public, de mécaniser peu à peu le travail, donc d'augmenter considérablement le taux de profit réalisé dans les entreprises publiques. Ensuite, étant donné qu'un service public ne peut, par définition, faire de profit, il était facile d'utiliser la baisse de coût de la main-d'œuvre pour accorder aux entreprises des avantages financiers, ce qui permettait de les soutenir contre une conjoncture économique défavorable. C'est ainsi que des tarifs préférentiels sont accordés aux entreprises pour tout leur courrier d'affaires, surtout la publicité.

Le secteur public étant conçu comme un régulateur du secteur privé, la notion de "service public" ne pouvait manquer de se vider lentement de son sens. Déjà, le simple usager doit affranchir une lettre de 20 grammes à 0,80 F s'il veut qu'elle parvienne à son destinataire aussi vite que les publicités qui, elles, peuvent être affranchies, suivant les cas, à moins de 30 centimes, pour des poids courants de 50 à 100 grammes.

Mais cela ne suffit pas à la Direction des P.T.T. Elle envisage maintenant de développer une pratique de hiérarchisation dans la desserte de certaines voies. Si la plupart des simples usagers ne verront passer le facteur qu'une fois par jour, les quartiers d'affaires pourront bénéficier de 2 ou 3 distributions, et ce au niveau d'un même bureau de distribution ! Faire payer plus cher pour un service moindre, accroître l'aide apportée par les P.T.T. aux entreprises, tel est l'esprit de cette tentative de réforme.

Le centre de Paris-Brune sera une des premières expériences dans ce domaine. Il est significatif que la Direction cherche à dissimuler le plus longtemps possible les plans élaborés depuis quelque temps. Elle cherche en fait à gagner du temps pour mieux faire avaler aux travailleurs des bouleversements dans le domaine des conditions de travail.

VERS DE NOUVELLES ATTEINTES AUX DROITS DES TRAVAILLEURS

Les problèmes qui se posent dans les nouveaux locaux prennent les dimensions d'une attaque en règle contre les travailleurs des P.T.T. et leurs avantages acquis au travers des luttes (automne 74).

Tout d'abord, à travers le bouleversement total des plans de distribution, l'administration va bien sûr chercher à augmenter la charge imposée actuellement aux préposés. Profitant de la fusion des trois services aujourd'hui

séparés à Paris 14 (lettres, imprimés et finances), elle va tenter d'augmenter la durée des tournées, argumentant en outre que les travaux préparatoires à la distribution seront énormément allégés du fait de la mise en place du C.T.A.

Cela implique évidemment une large déqualification du personnel, transformé en simples machines à bourrer les boîtes à lettres. Alors que le travail du préposé à la distribution comportait une certaine variété (tri, coupage, piquage, réexpéditions, distribution), il risque de devenir beaucoup plus parcellisé. Des brigades spéciales seront sans doute affectées au tri du courrier non mécanisable (non utilisable par le C.T.A.) ; pour les voies de 1re catégorie, c'est-à-dire celles connaissant le trafic le plus intense et qui bénéficieront d'un service plus fréquent, il est même prévu de mécaniser entièrement les opérations de tri ; le préposé n'aura plus qu'à remplir sa sacoche et à distribuer, et cela pendant toute sa journée de travail.

Une mécanisation poussée à ce point ne peut naturellement mener qu'à une seule conséquence : la compression des effectifs.

Le service public ne sera toujours pas assuré ; plus exactement, il se transformera peu à peu en un service privé réservé à des secteurs privilégiés, et concédant la poursuite de la desserte pour le gros des usagers à titre de concession.

Mais les atteintes portées aux conditions de travail des employés des P.T.T. ne se limiteront pas à ces conséquences de la mécanisation. En effet, les locaux ont été ignifuges à l'amiante, ce qui présente des risques extrêmement graves pour la santé des travailleurs, la simple respiration des poussières d'amiante en suspension dans l'air pouvant provoquer le cancer du poumon. Des mesures du taux d'amiante ont été réalisées sur demande de la Direction des Postes qui cherchait à prouver que le danger était inexistant. La première était négative, elle fut publiée ; la seconde était positive, ses résultats furent enterrés soigneusement...

On cherche à tromper les travailleurs en leur faisant miroiter les avantages de la mécanisation du trafic, aussi bien que les équipements sociaux, pourtant insuffisants, aménagés à Brune (crèche, restaurant, salles de repos...).

Les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser ! C'est par la lutte que nous arracherons des avantages nouveaux, une amélioration de nos conditions de travail. La lutte sera bien sûr, en l'occurrence, une lutte contre l'Etat, notre patron direct. Mais nos revendications porteront aussi atteinte aux capitalistes du secteur privé. C'est pourquoi elle sera très difficile.

Comme on le voit au travers de cette restructuration du service postal, la nationalisation n'empêche nullement les atteintes portées contre les travailleurs. Elle n'est qu'un des moyens d'exploitation mis au service du patronat et de la bourgeoisie.

Ce qu'il nous faut, c'est la SOCIALISATION de notre entreprise, l'AUTOGESTION du service postal, afin qu'il devienne un service gratuit bénéficiant à tous, et non à quelques-uns.

Travailleurs de la Fédération Anarchiste de Paris 14

La liaison des cheminots de la Fédération Anarchiste éditée : "VOIE LIBRE" Le numéro 2 est disponible à Publico : 0,50 F

L'éclatement de la gauche et le centralisme de l'Etat

De nombreuses raisons ont été avancées par la presse pour expliquer l'éclatement de la gauche et son véritable suicide électoral et parmi elles l'impérialisme des communistes ou le réformisme congénital des socialistes. A ces raisons assurément logiques, mais qui ne sont pas nouvelles et que chacun connaissent lorsqu'en 1972 fut signé le programme commun, il faut en ajouter deux autres dont on n'a peu parlé et qui sont venues se greffer sur l'antagonisme viscéral qui depuis la scission de Tours opposent les deux partis. La première c'est la crise économique, la seconde c'est l'opposition de plus en plus forte dans toutes les couches de la population au centralisme d'Etat !

Il faut relire la presse avant l'augmentation du prix du pétrole pour voir l'euphorie qui secouait tous les groupes sociaux. Certes le gouvernement devait faire face à des difficultés inhérentes au régime, mais le chômage était alors contenu dans un cadre raisonnable, les échanges étaient satisfaisants, si la monnaie donnait des inquiétudes et le pouvoir misait tout son avenir sur un développement infini de la production. Pour le programme commun qui faisait le même pari, il s'agissait grâce aux nationalisations de contrôler cette production, de répartir plus justement le profit et d'essayer de faire participer dans une certaine mesure les travailleurs à la gestion. Pour les uns comme pour les autres, il ne s'agissait pas de

transformer fondamentalement le système mais d'y apporter des corrections dans un sens ou dans un autre en développant le marché. Seul différait l'emploi qu'entendait faire la droite ou la gauche des bénéfices escomptés. Mais je le répète, si les moyens (les nationalisations, la réduction de la hiérarchie) étaient différents, le mécanisme économique basé sur le profit restait le même. La gauche entendait simplement corriger la trajectoire que la production tous azimuts imprimait à l'économie. L'augmentation du pétrole, des matières premières, donc de l'énergie et du prix de revient de la fabrication ont bouleversé toutes les prévisions qui remplissent les pages intérieures d'un journal comme **Le Monde** !

Pour le parti communiste deux solutions s'imposaient ; celle qu'il a d'abord choisie, consistait à durcir le programme commun de façon à ce que la crise qui, après avoir durement secoué la droite, allait secouer le gouvernement de l'Union de la gauche et soulèverait la désillusion des travailleurs, n'aboutisse pas à un retour de la droite. Et pour cela il fallait qu'une "bonne" actualisation du programme commun aboutisse à une structure économique de non retour ! En refusant, les socialistes ont provoqué l'éclatement. Faisant le même raisonnement que nous, les communistes se sont refusés à gérer la crise. Persuadé que Barre ou un autre échouerait à stabiliser le dévoiement économique, il joue la

défaite de la gauche, l'aggravation de la situation économique donc sociale après les élections de 1978, l'impossibilité pour le gouvernement de faire face à l'opinion, le bruit dans la rue et leur retour au pouvoir, sinon seul mais flanqué d'un parti socialiste diminué, réduit au rôle de faire valoir et définitivement désarmé par la révolte des usines.

La crise a également frappé le parti socialiste en plein fouet. Il se veut le parti de la liberté et il a conscience que des nationalisations en force créeraient un socialisme d'Etat qu'il refuse. Il a pris conscience également que le programme commun était un programme pour une période de développement plutôt qu'un programme de crise. Il ne pouvait plus reculer, il a refusé d'avancer plus avant dans le sens de l'étatisation. Et il n'a pas tort. Il s'est rendu compte que la gauche, toute la gauche était coincée entre deux aspirations antithétiques. Une aspiration libérale fatiguée des contraintes de l'Etat et qui va dans le sens de la vieille social-démocratie et une aspiration "libertaire" larvée qui secoue tous les groupes gauchistes des fractions syndicales, et même des éléments de ses propres troupes. L'extension du mouvement écologique est d'ailleurs un avertissement très net auquel il est sensible. Et ce sont ces deux raisons qui ont fait réfléchir les socialistes et qui expliquent entre autre leur refus de céder.

Le programme commun ne se

ressoudera pas, le plan Barre échouera ! Naturellement les effets de la crise sont en dents de scie et nous verrons "le meilleur économiste de France" brandir des bulletins de victoire comme il l'a déjà fait auparavant. Ce ne seront, comme je le disais il y a un an, que des paliers avant que l'économie ne s'affaisse à nouveau. Et c'est ce que ne veulent voir ni les communistes, ni les socialistes. Les communistes veulent aller au pouvoir, confiants en leurs méthodes pour juguler les révoltes, les socialistes veulent conserver la machine économique en la corrigeant seulement pour ne pas la casser et provoquer l'assaut révolutionnaire, plus peut-être par la crainte du communisme que du gauchisme. Tous ces gens donnent l'impression de personnages cramponnés à une épave emportée par la tempête.

La solution est autre part, où la gauche ne veut pas aller. La solution c'est la suppression du profit, qui seule peut permettre de changer la nature de la production, d'économiser l'énergie, de répartir de façon égalitaire le travail de tous. La solution est dans l'autogestion, de manière à faire comprendre à tous, le mécanisme de la production, de la distribution et de leur limite. La solution est dans le socialisme certes, mais débarrassé de l'Etat. Et cette solution est la seule que socialistes et communistes refuseront car elle mettra fin aux privilèges des notables de la révolution comme aux autres !

Maurice JOYEUX

en bref...en bref...

OBJECTEURS-INSOUMIS :

Bernard LANGIER est objecteur-insoumis depuis 1974. Il vient d'être renvoyé de la fonction d'Architecte des bâtiments de France dans l'Orne.

Motif : ne pas avoir accompli son Service National !

INSOUMIS :

Patrick DESTRUHAUT, insoumis depuis 2 ans a été arrêté le 25 août 77 dans le Gers.

Son procès prévu pour le 27 septembre a été reporté par le Commissaire du gouvernement pour la reprise de l'instruction pour connaître l'aptitude ou l'inaptitude de Patrick au Service Militaire.

Allaire à suivre.

RENOUVEURS DE LIVRET :

CUNY condamné à 1 mois de prison avec sursis et 400 F d'amende en mai 77, fait appel à ce jugement.

Procès devant la Cour d'Appel de Nancy le 29 novembre 77.

LIBERATION D'UN INSOUMIS :

Nous signalons également que Bernard ALLAIN, insoumis total, arrêté le 10 septembre dernier à Angers, vient d'être libéré après 19 jours de grève de la faim.

A Angers, il y a un petit coin rue des Poëliers où on a l'impression d'être un peu chez soi, dans le monde où on souhaiterait vivre : c'est une librairie toute simple avec des tas de bouquins marginaux, avec des tas de bouquins pleins d'idées subversives.

Cette librairie de contre-culture, vous l'avez peut-être reconnue, c'est la "Tête en bas". Son histoire est courte mais déjà bien mouvementée. Ouverte une première fois en février, elle a eu le plaisir de recevoir deux mois plus tard la visite de trois fachos de service ébergés par le P.F.N. (Parti des Forces Nouvelles), qui lui ont offert deux cocktail molotov à travers la vitrine. En pleine nuit, ça a réchauffé la rue.

Cinq mois après l'attentat, nous retrouvons notre librairie qui rouvre ses portes deux cents mètres plus loin, au 17, rue des Poëliers.

Les trois manières du cocktail, eux, ont été piqués. On se demande où ils sont, mais on sait au moins qu'il y en a un en liberté provisoire, pas comme un mec à Angers qui vient de se ramasser 6 ans ferme pour... atteinte à la pudeur !

Bref. Mais une librairie, même marginale, il faut qu'elle rentre dans ses frais, surtout lorsqu'elle reçoit encore des menaces des nazillons de quartier. Alors, les mecs et les nanas révoltés d'Angers, si vous voulez qu'une certaine culture, qu'on ne trouve qu'à "La tête en bas" sur Angers, puisse vivre, passez de temps en temps à la librairie, ça ne fera pas de mal.

Groupe P. MAUGET - Angers

Le Debrénoir. Des camarades de Moulins nous signalent la parution nouvelle d'un mensuel régional, **le Debrénoir.** Au sommaire du premier numéro : Dossier écologie, Gaston Couté, Une aventure communautaire un peu spéciale, etc...

UN SERVICE
RÉGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT

Extrême gauche

LCR, OCT, CCA à la remorque de l'union de la gauche

La crise que traverse l'union de la gauche ne manque pas d'influer sur le comportement politique des comités centraux de la ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), de l'organisation communiste des travailleurs (O.C.T.) et des comités communistes pour l'autogestion (C.C.A.). Ces trois organisations préparent en ce moment un projet d'"intervention unitaire des révolutionnaires" dont le but final consiste à resserrer les rangs des "militants ouvriers du P.C. et du P.S."

Traditionnellement, l'extrême-gauche trotskyste et maoïste faisait preuve d'un anti-électoratisme rassurant. Attaquant la droite sans ménager la gauche, "les révolutionnaires" présentaient des listes électorales au premier tour pour se désister au second en faveur des réformistes. Le flou et l'ambiguïté d'une telle position existait chez nombre de travailleurs qui se demandaient avec juste raison en quoi le fait d'attaquer la gauche avec férocité pendant deux semaines de campagne électorale pouvait justifier un appel à voter pour elle au second tour.

C'était évidemment une contradiction qu'il fallait lever et il semble bien aujourd'hui qu'on s'achemine vers un renoncement pur et simple à la défense d'une politique autonome des gauchistes. A la faveur de la polémique P.C.-P.S. la critique s'est soudainement mise en sourdine pour faire place à l'exigence que le P.C. et le P.S. aillent

dans l'unité aux batailles électorales. Bien sûr on nous rétorquera qu'il ne s'agit pas d'invoquer l'unité du P.C. et du P.S. mais bien au contraire d'unité ouvrière dans les entreprises pour obliger le P.C. et le P.S. à "prendre en charge les solutions ouvrières à la crise".

Mais que font donc depuis la signature du programme commun la L.C.R., l'O.C.T. et les C.C.A. ? Croient-ils sincèrement que la crise qui secoue actuellement la gauche ne date que depuis deux mois ou au contraire qu'elle est effectivement aussi vieille que l'union elle-même ? Depuis 1972, ces camarades auraient dû se battre là où ils sont pour engager la lutte pour le vieux "front unique ouvrier".

On le voit, l'inquiétude qui règne en ce moment chez la ligue et chez d'autres est purement et simplement électorale. L'unité ouvrière invoquée est basée sur un programme électorale, non sur une plateforme de revendications. Comme Marchais, ligue, O.C.T., C.C.A. confondus souhaitent une "bonne" actualisation du programme commun.

Il est vrai que la polémique P.C.-P.S. rend un grand nombre de travailleurs inquiets face à un éventuel échec de la gauche en 1978. Il ne faut pas nier que le programme commun reste un immense espoir pour la classe ouvrière et que la polémique actuelle influe sur le potentiel de combativité des travailleurs.

Mais ceux qui se battent pour la révolution doivent choisir le camp dans lequel ils se battent. Sous prétexte de dynamiser les luttes ouvrières, la L.C.R., l'O.C.T. et les C.C.A. se font les chantres d'une unité anti-ouvrière et contre-révolutionnaire. Rien n'est expliqué sur les intentions du P.C. comme du P.S., toute cette polémique n'est qu'opportunisme qui renonce à proposer toute alternative politique globale différente de celle qu'offre le programme commun.

Aujourd'hui, notre travail à nous militants anarchistes consiste justement à expliquer en quoi le programme commun n'est pas un programme révolutionnaire ; que nous avons vu comment le P.C. comme le P.S. se comportaient lorsqu'ils étaient au pouvoir et que nous voyons encore aujourd'hui comment leur polémique méprise totalement les intérêts véritables des travailleurs.

Pierre BIGORGNE



805 34 08

POUR NOUS
INFORMER

UMANITA' NOVA hebdomadaire anarchiste

La sortie hebdomadaire du Monde libertaire représente un événement important dans le mouvement révolutionnaire français et en particulier dans le mouvement anarchiste.

Cependant, la situation sociale, économique et politique, cristallisée par les mass-médias, sur deux pôles antagoniques devant l'échéance de mars 1978 : les tribulations d'une gauche divisée face au renforcement d'une droite répressive, musclée, masquent les efforts des travailleurs radicalisés dans leurs luttes contre le Capital, en marge des bureaucraties politiques et syndicales.

Devant l'étouffement de cette frange non négligeable de travailleurs dans le marasme politico-social que défend violemment le patronat, soutenu en cela par les structures étatiques dont le ministère Barre, et entretenu par la gauche parlementaire socialo-communiste dans l'illusion d'un programme commun, tombé dernièrement en désuétude, qui ne aux travailleurs le droit à l'organisation autonome de leurs luttes en dehors du cadre syndical intégré au nouvel Etat socialiste, la presse anarchiste et aujourd'hui, le MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE a un rôle considérable à jouer.

La tâche qui nous incombe est donc si importante qu'elle ne peut être assumée pleinement par les militants de l'organisation qui la soutient, s'ils n'ont pas une connaissance approfondie des réalités que représentent le fonctionnement d'un tel journal d'une part, sa présentation d'autre part, et le contenu qui le caractérise, c'est-à-dire HEBDOMADAIRE, ANARCHISTE et REVOLUTIONNAIRE !

Quelle va être la place donnée à la propagande, aux luttes sociales radicalisées, à l'analyse immédiate sur ces luttes, à la présence effective des militants anarchistes dans le mouvement social ?

A cela nous avons pensé qu'il était intéressant de publier un interview des camarades de l'organisation Lutte Anarchiste (Lotta Anarchica) de Milan qui est le groupe rédactionnel de L'HEBDOMADAIRE UMANITA' NOVA de la F.A.I.

Ce texte est paru dans le bulletin du C.D.A. (Centre de Documentation Anarchiste) de Turin, en septembre 1976. Un historique d'Umanità Nova paraîtra prochainement dans le Monde libertaire.

Les Relations Internationales

Présenter "UMANITA' NOVA" comme titre pourrait vouloir dire présenter plus de 50 ans d'activité anarchiste en Italie. En effet, nombreuses sont les années de vie de ce journal né en 1920, à l'initiative d'Errico MALATESTA, qui a continué sa publication,

capacité présente de remplir les tâches qu'historiquement le mouvement lui a données.

UMANITA' NOVA est un HEBDOMADAIRE, géré par la F.A.I., dans le sens où c'est la Fédération dans ses congrès biannuels qui confie à un

nous écrivions "aujourd'hui nous ne croyons pas (et nous en faisons l'expérience où nous sommes) que la place qu'UMANITA' NOVA peut prendre soit tellement plus vaste, parce que toujours plus important est le déploiement de ceux qui commencent à se convaincre de la bonne qualité des instruments de lutte libertaire, qui sont disposés à enfoncer le réformisme, qui veulent placer sur des bases différentes toute la pratique du mouvement ouvrier. Et c'est pour l'accomplissement de ces tâches, qu'il faut absolument affronter, que nous voulons faire d'UMANITA' NOVA un journal toujours plus combatif qui favorise ces moments de croissance complexe, riches de contenu et en mesure de mettre à jour les mille problèmes d'une actuelle action révolutionnaire. Un journal en somme d'idées, de bataille théorique, d'expériences pratiques, de luttes et d'analyses. Mais entre ETRE et vouloir être il y a une différence fondamentale. Combler cette différence ne peut être seulement accompli par les camarades de la rédaction, mais par tous ceux qui croient qu'UMANITA' NOVA est un des plus importants moyens pour se faire connaître, influencer les événements, se tenir unis. Et c'est dans cette optique que nous avons accueilli dans les pages de l'Hebdo toutes ces contributions qui partent de l'analyse et de la présence réelle dans les luttes et qui tentent de qualifier l'intervention libertaire. C'est l'attention que nous accordons aux problèmes des luttes ouvrières, et de l'ensemble des travailleurs ; c'est l'ouverture de débats comme celui sur l'AUTOGESTION ayant pour objectif de faire repartir l'élaboration du mouvement sur ses propres thèmes avant tout, alors que le pillage de notre patrimoine théorique se fait massivement (il suffit de penser au "socialisme de l'autogestion" de Mitterrand) ; c'est l'analyse des luttes de quartier ; se sont tous les secteurs d'intervention. Et ce

Avec la première page nous avons cherché à donner une riposte ponctuelle, même si parfois elle n'est pas très approfondie, à tous les événements quotidiens qui dans leur complexité réclament un comportement précis des camarades.

Certes du journal, on demande beaucoup ; on lui demande d'être un instrument d'information et de formation, de chronique, de soutien, de débats, de propagande... Faire entrer tout cela dans huit pages de manière hebdomadaire, nous croyons franchement que c'est impossible. Et c'est pour cela que nous avons préféré appuyer sur certains thèmes plutôt que d'autres, donner un certain tranchant, plutôt que d'avoir un journal qui parle de tout mais pratiquement de rien. C'est pour cela aussi que nous parlons de journaux ou de revues, qui sont en mesure de satisfaire les justes et diverses exigences d'un mouvement politique complexe comme le nôtre, publications des secteurs de présence anarchiste, revues à caractère théorique. Nous croyons avoir tout dit.

Une chose qu'il faudrait peut-être souligner encore, est que tous les camarades qui travaillent au journal, outre qu'ils sont des amateurs non rétribués, sont aujourd'hui toujours des apprentis. Ceci dit évidemment non pour recevoir des compliments, mais pour montrer que le journal est entièrement autogéré par ses "travailleurs".

Bien sûr la route n'est pas terminée ; d'autres choses restent à faire et nous chercherons à les réaliser. Une chose cependant est à mettre en lumière : beaucoup trop souvent le journal est considéré comme une "institution" éternelle, et les camarades qui y travaillent un peu comme une "race à part" à qui l'on demande des décisions, des prises en mains, des positions. Nous disons que cette attitude est profondément mauvaise, erronée. Un journal

Maintenant, si techniquement nous y sommes, politiquement la chose ne fonctionne pas encore. Le journal nécessite un régulier réseau de collaborateurs qui envoient une correspondance sur les faits locaux, qui s'emploient à recouvrir des secteurs spécifiques (exemple : lutte sociale, anti-militarisme...). Le journal nécessite des rencontres périodiques entre tous les collaborateurs réels et potentiels, pour déterminer au mieux sa ligne politique, et des réunions mensuelles régionales se sont tenues à NAPLES, GENES, MILAN, BOLOGNE, ANCONA... et d'autres se tiendront prochainement.

Nous devons tous ensemble nous remuer, tous ceux qui croient dans la fonction d'UMANITA' NOVA.

LA RÉDACTION
D'UMANITA' NOVA

(1) Un prochain historique répondra à ces questions.

(2) Adresse de l'imprimerie coopérative Tipolitografica "Il Seme", imprimerie du mouvement anarchiste italien.

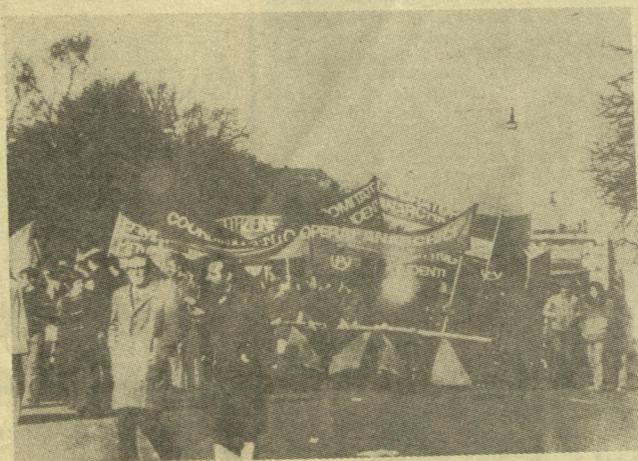
Dans le dernier numéro (août-septembre) de la REVISTA ANARCHICA une étude intéressante sur la "nouvelle constitution soviétique, qui institutionnalise la cristallisation de la classe dirigeante, qui en détermine les privilèges. Les critères et la rigidité de la sélection de cette classe dirigeante. Les inégalités sociales nées de la Révolution d'Octobre".

L'anatomie d'une lutte de quartier : occupation de maisons vides.

Un débat important sur les centrales nucléaires et en particulier dans les propositions libertaires dans le choix des énergies alternatives.

Cette revue est en vente à Publico ; REVISTA ANARCHICA - Editrice A - Cas. Post. 3240 - 20100 Milano. (Vous pouvez écrire en Français.)

Costruiamo nelle lotte di oggi le premesse per la società di domani: PER IL COMUNISMO E L'ANARCHIA



UMANITA' NOVA

SETTIMANALE ANARCHICO

passant de main en main, d'un groupe de camarades à un autre, les plus récents, Umberto Consiglio à Armando Borghi, de Marie Mantovani et Umberto Marzocchi à Anna Pietroni et Aldo Rossi, pour arriver finalement au groupe "Lotta Anarchica" de Milan, à qui a été confié la responsabilité rédactionnelle à partir du XI^e Congrès de la F.A.I. en 1973.

Mais dans cet exposé nous n'avons pas l'intention de présenter l'historique de UMANITA' NOVA, comment il est né et comment il s'est développé pendant ces cinquante années, ni comment il a continué dans la seconde moitié de l'après guerre... (1).

Nous voulons avant tout dans cet exposé placer UMANITA' NOVA dans la situation actuelle pour en vérifier la

groupe la charge de la rédaction et l'administration de la publication, mais qui est essentiellement un organe du mouvement, au service du mouvement, ouvert à la contribution de tous les groupes et de tous les camarades (fédérés ou non) qui ont l'intention de travailler collectivement pour la révolution libertaire. Puisque sa périodicité de sortie est plus courte que celle des autres publications du mouvement, UMANITA' NOVA s'est toujours présentée comme l'instrument de contact, de propagande immédiate et d'agitation pour l'extérieur, en plus de base concrète pour les débats internes.

En assumant la rédaction du journal, nous avons voulu avant tout élever ses qualités naturelles. Dans l'éditorial du premier numéro imprimé à Carrare (2)

n'est pas tout. Avec le récent débat sur la radicalisation de la situation politique et sur les tâches du mouvement anarchiste, nous avons cherché à entraîner tout le mouvement, à travers ses groupes et dans les fédérations, dans une discussion collective qui pourrait constituer les bases d'une action la plus unitaire possible, dans la période agitée que nous sommes en train de vivre.

Avec la page réservée aux problèmes internationaux nous avons cherché à augmenter l'analyse et de là la proposition anarchiste, aux secteurs négligés dans le temps par le mouvement, par leur complexité (les problèmes des minorités opprimées, le rôle des bourgeoisies nationales, la guerre des peuples, etc.).

politique, quel qu'il soit, et surtout s'il est anarchiste, n'a de la valeur que s'il vit et se développe dialectiquement, c'est-à-dire entre ceux qui l'impriment et ceux qui le diffusent, le lisent, l'écrivent ; il doit exister un rapport continu de collaboration, de critique et de débats. Si ceci n'existe pas, ce n'est plus le mouvement qu'exprime le journal, mais ce sont ceux qui le font qui expriment le mouvement, et rien n'est plus horrible.

Tous les quinze jours, à partir du présent numéro, le M.L. publiera une page d'informations internationales. Pour les autres numéros cette page sera remplacée par l'étude d'une question d'ordre international.

Le Secrétaire aux Relations Internationales

COMBAT LIBERTAIRE INTERNATIONAL N° 2 EST PARU

Au sommaire :

- Le Mouvement anarchiste italien.
- La Guerre Révolutionnaire par M. Joyeux.
- La première Internationale en Espagne par M. Nettlau.

AUTOPSIE D'UN JOURNAL

"DANS LE VENT"

La presse débile pour minets et minettes "dans le vent", vous connaissez ? Vous n'allez pas prétendre n'en avoir jamais entendu parler !... mais oui, les publicités délirantes sur Europe ou Luxembourg, débitées par une fillette à la voix de crécelle et à l'accent très "Marie-Chantal", c'est ça, vous y êtes !... J'ai voulu en savoir plus (villain curieux !) et j'ai osé réclamer à mon libraire habituel, un peu étonné, un numéro d'O.K., une trouvaille du trust Filipacchi. Eh bien, c'est globalement instructif, en un certain sens, la lecture de cet hebdomadaire, destiné aux jeunes (aux filles surtout).

Dans le numéro 81, daté du 1er août, l'éditorialiste de service, un dénommé Sam Bennett, souhaitait à ses lectrices une "bonne bronzette" ; ce devait être, selon lui, la préoccupation majeure à cette époque de l'année, des fans de Sheila et de Claude François.

Nous avions droit aussitôt après à de poignants récits vécus, où des adolescentes déprimées nous avouaient qu'elles avaient honte de se mettre en maillot de bain sur la plage ; pauvre Maria si poilue, malheureuse Fabienne, toujours encombrée de sa cellulite aux cuisses, et toi, Mariette, si éplorée de ta poitrine à la Jane Birkin, quel beau sujet d'actualité vous représentiez, au cœur de l'été, pour ces "rois" de la presse à sensation ! Sur les quatre pages suivantes, s'étendait la grande enquête : les seins nus sur les plages, avec l'avis (autorisé) de quatre médecins. Du sérieux, vous voyez !

Enfin, ne jouons pas les hypo-

crites : après tout, les formes rebondies de ces demoiselles, ce n'était pas si désagréable que cela à contempler, non ?... J'ai passé plus rapidement sur "la beauté des ongles l'été", et sur les petits potins bêtes se rapportant aux chanteurs à la mode : Shake, Souchon, etc...

Par contre, je me suis arrêté plus longuement sur le "super test O.K." : "Etes-vous dans le coup ?". Cet exercice comportait cinq questions assez variées, puisque ça allait des tons dominants de la mode automnale, au nom de l'actuel président des Etats-Unis, en passant par le score de France-Bésil de football. Reconnaissez qu'il faut avoir une vaste culture pour affronter pareil examen !

Et on continue avec une sorte de "courrier du cœur", d'une niaiserie comique, puis trois pages complètes sur le flirt, dans les "amours de vacances". Grave problème, et là encore, on nous assène des expériences vécues, garanties authentiques. Du cousu main sur la drague, du cucul, du banal.

Plus loin, j'ai pu admirer "4 coiffures idéales pour aller danser". De frais minois aux sourires béats... Dommage !

Nous faisons aussi connaissance avec Albert de Monaco, celui qui... "fait rêver plus d'une fille". Il était une fois un prince charmant ; ah ! la monarchie avait son bon côté, hein ! c'est ce qu'on appelle suavement "l'actualité heureuse".

Suivent à nouveau des questions "vitales" sur les ventres trop gros et les cuisses trop molles,

et ouf ! on arrive au terme du tunnel. J'ai cherché attentivement, mais en vain : je n'ai rien trouvé sur le chômage, sur le nucléaire (Malville, c'était à ce moment là), sur la solitude des grands ensembles, rien non plus sur la sexualité, la drogue ou la justice.

Le but principal de cette fameuse presse, dite des "copains", c'est d'endormir, d'abrutir, d'éviter à tout prix les jeunes de réfléchir à ce qui les concerne réellement, de persuader les adolescentes qu'elles doivent d'abord s'employer à plaire aux garçons, à les séduire, bref, à bien jouer le rôle qui leur est dévolu : celui de femme-objet, de poupée. Il ne faut surtout pas "contester" le pouvoir en place, mais au contraire s'intégrer en douceur à cette société du fric et du flic (le second étant le bouclier du premier) ; la solution consiste donc à choisir une "carière", à grimper dans les échelons de la sacro-sainte hiérarchie, afin de disposer d'un maximum de pognon pour pouvoir hanter les stations snobs, style St-Tropez ou Mégève.

Sous une apparence assez anodine, les médiocres publications du type "O.K. magazine" apportent en fait un soutien inconditionnel à l'ordre (ou plutôt au désordre) social existant. Leur "apolitisme" n'est évidemment qu'une façade, et elles font partie sans conteste de l'arsenal multiforme utilisé par les privilégiés du système capitaliste pour maintenir leur régime d'exploitation et de mensonge, où la "liberté de la presse" n'est qu'un leurre.

Bernard LANZA

TÉLÉ-NUCLÉAIRE

De nombreuses réunions d'information sur le nucléaire à travers la France ont été égayées par le spectacle bon enfant et instructif du clown nucléaire Kerguist. Mais le 6 octobre, la télévision en grande exclusivité nous a montré les vrais clowns du nucléaire dans le magazine "Question de temps" sous la direction de Louis Bériot.

Cette émission construite sur 4 reportages : Le Pellerin, Fessenheim, La Hague, Widscatt, avait la prétention d'être objective.

Certains dialogues et commentaires : "la tuyauterie mal soudée" (1), "je ne sais si c'est normal" (2), certaines images chocs : la ronde des flics du nucléaire (1), les fûts radioactifs rouillés (3), appuyaient les thèses anti-nucléaires. Mais après chaque reportage, surgissait le clown du nucléaire, le spécialiste scientifique d'Antenne 2, le compère de Lucien Barrière qui, lui, s'écrit sur FR-3 et France-Inter.

"Pensez", disait-il "ces paysans du Pellerin, ils connaissent Hiroshima". Il aurait pu ajouter : "et en plus ils savent lire et... écrire." Comme rien ne l'arrêtait, il s'est mis à jongler tout d'abord avec un barreau d'uranium, puis de plus en plus fort

avec un morceau de plutonium et sans protection d'aucune sorte, mais hélas il ne l'a pas avalé !

Auparavant Louis Bériot avait interrompu l'émission pour annoncer que Manchester menait 2 buts à 0 sur St-Etienne, quel malheur !

Personne n'oubliait, le découpage d'une rondelle de sodium (solide) dans l'explication du fonctionnement de Super Phénix (4). Il ne faudrait cependant pas oublier les seconds rôles, notamment un grand pont de La Hague. Ainsi le spectateur a-t-il appris que La Hague n'était pas la poubelle du monde mais une... blanchisserie. La preuve en était faite quelques images plus tard : un ouvrier jetant sa combinaison dans une poubelle, un déchet radioactif de plus à stocker sur le site de La Hague jusqu'au "moment venu"... terme employé par ce haut responsable pour lequel "la rentabilité va de pair avec la sécurité"...

Après l'image de la bicyclette dans les couloirs de La Hague, le match de foot (encore) entre écologistes et pro-nucléaires anglais, Bériot annonçait qu'Antenne 2 avait traité et continuerait à traiter le problème du nucléaire

complètement et honnêtement. Vivement la prochaine émission avec de nouveaux numéros de clown et d'illusionniste.

En fin de compte cette émission peut satisfaire les pontes de l'E.D.F., la télé travaille pour eux, les écologistes assez naïfs pour ne pas voir que les arguments anti-nucléaires sont noyés par les clichés pro-nucléaires et hélas les "écologistes naïfs" qui croient à la concertation. En effet que penser du procès "public" de Widscatt ? Qui juge ? l'Etat. Qui est accusé ? l'Etat. Qui vérifie les preuves ? encore l'Etat, c'est tout dire.

Les seules images à retenir sont celles de la lutte des paysans du Pellerin qui se sont opposés sur le terrain à l'enquête d'utilité publique.

Liaison F.A. Nantes

(1) reportage sur FESSENHEIM.

(2) reportage sur LA HAGUE. Propos échappés de la bouche d'un technicien.

(3) LA HAGUE toujours.

(4) en fait le sodium est utilisé sous forme liquide.

(5) WIDSCATT : centrale nucléaire, et procès enquête avant construction d'usine de retraitement des déchets.

Theatre

A BRUNOY.

De tous les festivals qui s'organisent, tous azimuts, on doit féliciter la ville de Brunoy pour l'originalité et l'utilité de son choix. Il y a, enfin, une manifestation internationale et un carrefour de rencontre pour les artisans de la pantomime, art populaire qui fit les beaux soirs de Debureau sur le boulevard du crime. La naissance des cafés-théâtres ouvre de grands horizons aux artistes de ce beau moyen d'expression. "Mimes sans frontières", titre du dernier festival, a permis, en une semaine de confrontations, de juger et de comparer tous les genres de tous les pays.

Voici un rapide résumé des principaux participants : "Domino & kompanie" d'un élève de chez Marceau, Dominique Lannes Heffer, Justin Case (Grande-Bretagne), Mario Valdez (Pérou), Amiel (Suisse), Clim (France), Orlando Munoz (Colombie), Pigeon Drop (Pays-Bas) et Janusz (Pologne), j'en oublie, mais le sujet est d'une telle importance que nous consacrerons un article entier sur cette manifestation fondamentale pour l'art scénique.

AU PALACE.

Zouc. Dans cette présentation nous frisons l'art du mime, par moments, mais la dynamique Zouc sait se surpasser, quand elle le veut, par son intarissable verbiage.

L'étonnante artiste suisse donne un spectacle à elle seule avec... une chaise pour unique partenaire. Sa présentation de personnages va dans tous les genres ; du comique caricatural au tragique, parfois insoutenable, comme ses scènes d'hospice, ou d'asiles d'aliénés. La parodie de l'enterrement et les condoléances à la veuve déchangent le rire, de même que son imitation des "zintellectuelles" dans leurs profondes introspections, ici Brétecher aura des modèles à jet continu si elle manque d'inspiration. Je ne me souviens pas d'avoir assisté à une telle prise d'un public, avec si peu de moyens.

Comment décrire ce phénomène ? Zouc est vêtue d'une robe noire avec bas et souliers de même ton, exactement comme les filles d'orphelinat d'avant-guerre. Voilà pour le costume ; pour le reste, elle traîne sa chaise, change de place, et cela durant 2 heures. A un moment qu'elle juge bon elle quitte l'estrade. C'est fini. Sous les réclamations du public elle revient et improvise encore 10 ou 15 minutes pour quitter enfin le plateau sous les acclamations. Pour vous changer du cinéma allez la voir ; vous vous en souviendrez longtemps.

AU THEATRE LA BRUYERE.

Quoat-Quoat. C'est en mutilant le nom d'un des dieux pré-colombiens que le cher Audiberti trouva le titre, de l'ensemble scénique, présenté par G. Vitaly. Venons nous de voir une pièce ? Malgré la règle des trois unités on peut, tout au plus, classer ces deux tableaux comme une sottie. Ceux qui iront voir les aventures ou plutôt l'aventure d'Amédée iront surtout assister à un déferlement verbal de textes divers et merveilleux. Le brave Jacques, s'il avait assisté à cela aurait été comblé de joie. Vitaly mérite des éloges pour avoir réuni en 1977 une telle phalange d'artistes pour défendre un tel texte. Pour définir cette histoire extravagante se déroulant sur un long courrier, en route vers le Mexique, on doit faire abstraction de toute logique. Comme l'auteur, nous vivons dans l'irréel. On ne raconte pas un conte, ici ce que je pourrais expliquer de cette pièce serait incompréhensible, chacun participe plus ou moins à l'aventure, selon son adhésion au délire poétique d'Audiberti. Nous sommes loin du "Mal court". Ici il n'y a pas de barrières, c'est la liberté totale d'expression et c'est en cela que nous touchons au merveilleux. C'est en entendant le texte du pauvre Jacques, que j'ai découvert quelle rigueur morale animait celui qui nous a dit discrètement adieu en 1965.

Dans l'unique décor de la pièce, une cabine de paquebot, au siècle dernier - Badinguet régnant encore -, nous découvrons le récitant, des rêves, de l'auteur. L'acteur qui tient ce rôle m'a étonné par son endurance et la qualité de sa diction, son partenaire, Jacques Seiler, dans la création du capitaine arrive à rendre admissible ce personnage irréel, c'est une belle composition. Auprès d'eux Chantal Alba est une talentueuse ingénue de l'époque. Une agitatrice musclée digne du M.L.F. est exactement campée, par Elisabeth Margoni, voici une brûleuse de planches que j'espère revoir ; de même que J.-M. Richier, l'intraissable gendarme dédoublé, par moment, en philosophe bavard. Lina Grinda est bonne, dans sa trop courte apparition. Si 77-78 suit la pente heureuse donnée par Vitaly, alors, réjouissons-nous ; car le théâtre sera bien servi.

Francis AGRY

LUTTE ARMÉE ET TRAVAIL DE MASSE (suite de la page 1)

cant au sein du prolétariat la volonté de prendre possession de toute la production et de donner corps à un régime de liberté et de communisme.

Mais cela ne suffit pas, il faut garder clairement à l'esprit que la lutte contre le gouvernement qui protège la propriété privée et étatique se résoudra à la fin en une lutte physique, matérielle, il faut se préparer en conséquence.

Un affrontement de cet ordre ne peut être mis en œuvre par de petits groupes, ni être laissé à l'improvisation du moment, elle doit être le résultat de la fusion des minorités révolutionnaires, prêtes et conscientes avec le prolétariat décidé à la lutte pour son émancipation.

Ce programme se poursuit à notre avis par une intervention claire et décidée à l'intérieur de toutes les situations de lutte de classe.

Nous devons tendre à faire que ni l'insatisfaction, ni le refus engendré par la violence du système de classes soient un lieu de prédilection pour les partis réformistes inter-classes, bien qu'ils soient les premiers moments d'une authentique croissance politique du prolétariat. Et cette croissance ne peut se développer que par la lutte autogestionnaire et l'action directe, la défense des intérêts immédiats du prolétariat se fait en stimulant les capacités autonomes de la classe et en construisant l'organisation de type anarcho-sindicaliste.

En partant de ces prémisses, d'une part comme anarchistes recherchant le renforcement de la présence du programme anarchiste, et d'autre part comme des anarchistes qui stimulent l'autonomie des couches exploitées nous pensons avoir montré comment nous envisageons le problème de la lutte armée.

LA LUTTE ARMÉE DANS LA PHASE ACTUELLE

Mais l'on ne peut s'arrêter là car depuis quelques années des franges de la gauche extra-parlementaire reposent la signification de la lutte armée.

Ces propositions partent le plus souvent d'une évaluation erronée de la situation politique, incapable de juger les rapports de force existants et de voir la permanence d'une possibilité de travail militant et organisateur au sein de la classe ouvrière. Ces franges favorables à la lutte armée considèrent que le mouvement ouvrier est détruit par le capitalisme, comme reste prévisible l'ascension au pouvoir du réformisme avec tout son bagage répressif. Toute phase de reflux ou d'arrêt d'un cycle de luttes se confondrait avec la liquidation définitive de la capacité autonome de la classe ouvrière pour laquelle seuls des petits groupes combattants sont en mesure de résister, ouvrant une ligne de feu et travaillant à la préparation des militants à s'engager sur le terrain de l'affrontement.

Ce raisonnement explique la complète réduction de l'affrontement de classe en affrontement militaire, accélérant ce dernier par la pratique de la guerre entre les appareils spécia-

lisés, groupes armés et bandes répressives de l'Etat, et par l'attentat justicier.

L'extension quotidienne de telles pratiques ne démontre pas leur succès. S'il existe aujourd'hui un succès c'est celui du capital et de l'Etat qui après avoir réussi à faire payer les frais de la crise aux travailleurs, réussit à empêcher la coordination des travailleurs et des chômeurs, favorise la criminalisation d'un mouvement entier amenant dans la clandestinité ses militants pour mieux les réprimer.

Il est politiquement suicidaire de rechercher la mise en œuvre de la répression quand on ne travaille pas à redonner une capacité offensive au prolétariat. Seule une évolution politique de la classe ouvrière peut faire face à la répression et arriver à conquérir des espaces plus larges d'initiative politique. Si l'on ne travaille pas dans cet objectif toute action comme la lutte armée reste repliée sur elle-même. Ses protagonistes reconnaissent pourtant eux-mêmes qu'ils ne pourront arrêter le processus d'arrivée au pouvoir du réformisme et la paix sociale qu'il établira.

Croyant que seule une astucieuse "propagande par le fait" faite dans les moments d'avancée du réformisme pourra éveiller les masses et les pousser à la lutte, ils ont choisi l'action de petits groupes qui devraient se multiplier sous les effets d'une réaction en chaîne, jusqu'à pouvoir constituer le Parti Armé du Prolétariat, nouvelle et originale formule de la vieille conception léniniste.

Pour ces militants la validité de leur tactique est liée à la conquête du pouvoir et non à sa suppression. La suppression du pouvoir d'Etat serait la résultante du développement de l'autogestion qui il faut le répéter ne pourra se faire dans la clandestinité.

Si le prolétariat est l'agent principal du processus révolutionnaire, il se développera une organisation, une cohésion qui partira de la nécessité de la défense de ses intérêts immédiats.

Nous ne croyons pas que la propagande par le fait, conçue comme le réveil mythique de la conscience du prolétariat toujours prêt à la riposte puisse avoir le moindre succès. Si cette ligne politique s'affirmait, elle ne pourrait qu'approfondir le fossé entre activistes et population. L'adoption de formes de lutte toujours plus dures et plus provocatrices par rapport au pouvoir exprime la difficulté de donner une suite aux actions de masse violentes à l'intérieur des entreprises.

Au lieu de radicaliser certaines méthodes de lutte d'action directe à l'intérieur de la situation ouvrière, travail long et difficile mais essentiel, réclamant une grande disponibilité à la lutte et l'adoption sans délai de la méthode libertaire sans délégations, sans contrôle, sans hiérarchies ni bureaucratie, il semblerait qu'ils ont préféré leur identification facile à une avant-garde conçue comme le bras armé d'un mythe prolétarien révolutionnaire dans la meilleure tradition marxiste-léniniste. Devant la radicalisation de pratiques illégales comme les auto-réductions et la désobéissance civile à un niveau de masse, ils ont préféré un renfermement sélectif les contraignant à l'adoption d'actions toujours plus spectaculaires pour assurer leur survie politique. Le spec-

taulaire n'est certainement pas un critère de validité et ce ne sera pas la violence de quelques-uns, incompréhensible au plus grand nombre qui pourra modifier la réalité, en contrepartie une violence même préparée par un petit nombre mais ressentie comme positive au niveau général sera payante.

CRIMINALISATION, SOLIDARITE ET CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Voici l'analyse que nous donnons de la proposition actuelle de la lutte armée et de l'insurrectionnalisme qui tente de forcer de l'extérieur tout mouvement de masse en affrontement armé.

Cette réalité trouve son corollaire dans le risque de sombrer dans le réformisme et face à la tentative d'établir la paix sociale en Europe il est recherché la criminalisation des

mentaire, à un repli individualiste du laisser-faire, ou un repli fait sur une conception de clandestinité.

Mais l'on parle souvent de choix guidé par une substantielle incapacité de rechercher et de trouver une voie en mesure de satisfaire les exigences des travailleurs.

La vérité c'est que l'on a trop parlé de révolution sans agir en conséquence avec comme résultat la limitation de la créativité populaire, développée sous de multiples formes ces dernières années, au profit d'une politique de professionnels équilibrés du pouvoir.

Le spontanisme d'alors qui consistait à croire les masses toujours prêtes à attendre le seul "détonateur" qui puisse engager un processus révolutionnaire, a engendré dans ses défaites la naissance et le développement de nouvelles bureaucraties qui peu à peu par des choix socialistes autoritaires s'inscrivent dans l'aire du P.C.I. et des syndicats réformistes, ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas critiques voire les plus féroces opposés au parti, mais leur ligne politique reste toujours, subalterne à ces choix.

Celui qui refuse ces changements inévitables ne voit d'autre issue immé-

VIOLENCE COLLECTIVE ET TRAVAIL DE MASSE

Pour les anarchistes les actions menées contre les dirigeants particulièrement responsables de violences contre les camarades ne peuvent être repoussées, mais elles doivent être insérées à l'intérieur de l'articulation complexe de l'intervention de masse. C'est l'auto-défense face à ceux qui sont les instruments de la répression institutionnelle.

Il ne peut exister de processus révolutionnaire qui se meuve à l'intérieur de pratiques pacifistes et légalitaires, sachant que les concepts de légalité et d'illégalité font partie du système juridique bourgeois. Il faut sortir du débat exclusif sur le moyen pour retrouver une dimension politique de l'affrontement et du juste rapport entre la fin et les moyens.

Nous avons déjà dit que la violence est un moyen inévitable dans la construction du communisme anarchiste, il faut donc faire en sorte que les actions violentes jaillissent et soient gérées collectivement dans les milieux de l'exploitation et de l'oppression.

L'utilisation de la violence collective a un rôle substantiellement positif



lutes. Le P.C.I. tend en Italie à exorciser toute capacité de résistance prolétarienne en attaquant les camarades, isolés qui pratiquent la lutte armée et des formes illégales de lutte à un niveau d'avant-garde. C'est la voie qu'il a choisie pour arriver à condamner des initiatives de masse et des pratiques de lutte anti-réformistes comme le mouvement de mars 1977.

Dans ce contexte il faut défendre ceux qui pratiquent la lutte armée de la répression brutale qui les frappe, tout en exprimant profondément nos divergences.

La solidarité révolutionnaire signifie avant tout défendre tous ceux qui combattent, contre le capital et l'Etat de l'attaque répressive, en pratiquant correctement la critique (et non la calomnie) envers ces militants qui suivent pour nous des voies erronées ou suicidaires.

Solidarité et critique sont les deux aspects de notre politique par rapport à la lutte armée, parce que nous sommes conscients que c'est à partir de la liquidation physique de ces camarades que l'Etat engage l'attaque contre tous les comportements anti-réformistes et anti-capitalistes présents à un degré de masse.

La radicalisation de l'affrontement prend son point de départ après les grandes espérances soulevées par les luttes de 68-69 quand la créativité populaire heurtait le mur de sa propre impréparation à l'autogestion, permettant la renaissance de bureaucraties néo-réformistes de groupuscules.

L'incapacité de faire la révolution "tout de suite et à n'importe quel prix" a poussé de nombreux camarades, de nombreux militants de gauche à une pratique quotidienne faite de compromis à l'ombre de la politique parle-

diante que dans la course à la lutte à tous les coûts. Ces camarades nous affirment que le spontanisme n'a pas atteints ses buts parce que les prolétaires ne sont pas "mûrs", ils n'ont pas "compris" quels sont leurs intérêts, il est de notre devoir de leur faire "comprendre" comment et pourquoi ils doivent lutter.

De là à légitimer l'avant-garde comme l'unique détenteur de la réalité universelle le pas est court. Les pratiques de l'avant-garde sont alors considérées comme les seules possibilités d'apporter une aide au pauvre prolétariat (d'une marque indiscutablement catholique) ou de donner la chasse aux fascistes à tous les prix constituant des structures militarisées.

Voici le fruit de conceptions de fond typiques à la petite bourgeoisie qui ne peuvent aboutir qu'à un réformisme opportuniste ou à un extrémisme militarisé.

Nous disons qu'il est temps de replacer l'activité du révolutionnaire sur le terrain qui lui est propre, au sein des luttes des travailleurs.

Il faut étudier les luttes, les mécanismes de reproduction du capital et du réformisme, participer à l'action ouvrière, traduire le rapport entre la transformation sociale et l'action de défense ou d'attaque des intérêts immédiats, démasquer de but en blanc la nature collaborative et gestionnaire des bureaucraties syndicales.

Et parallèlement donner corps à la propagande spécifique anarchiste, en cherchant à faire reconnaître la validité profonde de votre programme et en œuvrant sur le double terrain du mouvement spécifique et des organisations de masse. Le problème de la révolution n'est pas fondamentalement un problème sentimental ou émotif mais un problème de préparation politique.

quand elle part des situations de lutte économique et sociale, des niveaux d'organisation et de conscience atteints, parce qu'elle contribue à exercer avec une meilleure conscience sa force dans les rapports avec l'adversaire de classe.

L'utilisation instinctive de la violence est un symptôme de faiblesse de la part du prolétariat, c'est pour cela que l'organisation anarchiste doit savoir éclairer les avantages et les désavantages de certains choix dans les luttes.

Le problème consiste à construire des rapports de force vainqueurs, se rappelant toujours que les moyens doivent être adéquats aux fins à rejoindre et que la violence par elle-même n'est pas suffisante pour obtenir l'émancipation complète du prolétariat.

Puisque notre objectif est celui de favoriser une action de masse contre l'Etat il devient nécessaire d'établir un rapport politique libertaire entre minorités qui travaillent à la construction d'une opposition de classe dans le monde du travail, et la majorité des travailleurs afin que les forces répressives ne puissent briser ce lien.

Les choix d'un affrontement armé doivent toujours être accompagnés et justifiés par un travail politique continu, identifier les pièges du pouvoir et éviter d'être les auteurs de notre propre isolement, représente l'unique garantie de survivance du mouvement d'opposition.

La violence doit être une conséquence des luttes et non de la seule volonté individuelle des camarades.

Ceci est le sens d'une nécessaire bataille politique à conduire à l'intérieur du mouvement d'opposition politico-social.

F.A. Italienne



l'hebdo...abonnez vous...soucrivez pour l'hebdo...abonnez vous...soucrivez pour l'